

l'ONU ainsi que la Commission des armements de type classique en un seul organisme (documents 206 à 216). On s'attendait à ce que la nouvelle Commission du désarmement relance en 1952 les négociations sur le désarmement, qui avaient été interrompues.

L'attention accordée aux divisions suscitées par la guerre froide et l'argent consacré au réarmement laissaient de plus en plus d'États sceptiques. En 1951, on a constaté l'apparition d'un «profond désaccord» dans les relations entre l'Occident et le monde en développement<sup>4</sup>. À l'instar de la guerre froide, à laquelle il allait être inextricablement lié, le fossé entre les riches et les pauvres allait devenir une caractéristique permanente des relations internationales au cours de la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Étant donné la rapide croissance du nationalisme autochtone et des pressions en faveur de la décolonisation en Asie et en Afrique, le Canada a dû manœuvrer entre ses alliés traditionnels et ses nouveaux amis asiatiques et africains. Ce conflit est documenté dans la réaction d'Ottawa à la confrontation entre la Grande-Bretagne et l'Égypte (documents 909 à 915), et dans son approche modérée à l'égard du différend entre l'Afrique du Sud et l'Inde et ses amis non alignés portant sur le statut de la Namibie (documents 217 à 230).

La division croissante entre les riches et les pauvres ressort également de la documentation reproduite dans ce volume et portant sur le débat entourant la proposition à l'effet que les Nations unies constituent un fonds spécial pour aider les pays en développement (documents 232 à 240). Les fonctionnaires canadiens, submergés par les demandes d'aide des bénéficiaires du plan Colombo (documents 543 à 586) et d'une variété d'organismes des Nations unies (chapitre 4), se sont empressés de définir une politique cohérente d'aide à l'étranger (documents 273 et 274). Ils en avaient surtout contre ce qu'ils considéraient comme une critique «irresponsable» adressée au Canada et à ses alliés occidentaux par les représentants du monde en développement (documents 241 à 243).

Les relations personnelles, politiques et bureaucratiques qui avaient façonné la politique canadienne en 1950 demeuraient essentiellement les mêmes. Au sommet, le premier ministre Saint-Laurent continuait d'effectuer un travail en douceur avec Pearson, son secrétaire d'État aux Affaires extérieures de plus en plus habile et confiant. Arnold Heeney continuait d'agir comme sous-secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Charles Ritchie, H.O. Moran et Léon Mayrand étaient les trois sous-secrétaires adjoints du ministère.

Les mêmes titulaires dirigeaient toujours les missions les plus importantes du Canada : Hume Wrong était encore à Washington, Dana Wilgress à Londres et Georges Vanier à Paris. Il n'y a eu qu'un changement d'importance au sein des représentants du Canada à l'étranger. R.G. Riddell, qui avait été nommé représentant permanent aux Nations unies en août 1950, est décédé subitement en mars 1951 et a été remplacé par John Holmes à titre intérimaire. David M. Johnson est rentré du Pakistan pour occuper ce poste de façon permanente en novembre 1951.

<sup>4</sup> Canada, Ministère des Affaires extérieures, *Le Canada et les Nations Unies, 1951-52* (Ottawa, Imprimeur de la Reine 1952), pp. vi-vii.